

# Internet, un outil d'information partagé ?

Atelier n°5

## INTERVENTION

**Christian Brodhag**

Agora 21



Mon cheminement personnel par rapport au partage de l'information sur l'Internet était déjà lié à l'usage de la langue française et c'est comme cela que nous avons lancé le projet d'Agora 21.

En effet, je me suis rendu compte, quand j'ai pris la présidence de la commission française développement durable en 1996, en allant dans les réunions internationales, qu'il y avait une absence complète des français et des francophones ; tout se faisait en langue anglaise ; il était donc nécessaire de se réapproprier l'Internet dans ce domaine-là.

Cela a véritablement été une offensive que de créer ce site. Finalement, on voit toujours au niveau international l'idée qu'il y a un fossé numérique entre les pays du Nord et les pays du Sud ; je crois qu'il y avait un autre fossé, "numérique" celui-là, entre la langue française - enfin entre l'ensemble des langues - et la langue anglaise. C'est véritablement un point important que cette diversité des langues, car en fait Internet permet la diffusion de l'information et doit donc être au service du pluralisme des langues.

Un deuxième élément me paraît essentiel. Si on nous parle d'un outil partagé, il faut réfléchir sur le statut de l'information et sur le fait que l'information, dès lors que l'on veut la partager, doit être conçue comme un bien public, c'est à dire qu'une partie de l'information du développement durable doit être une information libre et accessible, donc qu'il faut

**L'information, dès lors que l'on veut la partager, doit être conçue comme un bien public.**

ouvrir un espace d'information accessible.

Evidemment il y a un problème, c'est que l'information a un coût : il faut trouver de l'argent. Ce qui revient à dire que tout le système est conduit à ce qu'on privatise d'une certaine façon l'information,

l'enjeu important étant de maintenir cela dans l'espace public.

Il existe véritablement un enjeu politique, qui va se poser d'ailleurs dans le cadre du Sommet de la société de l'information, qui aura lieu à Genève au mois de décembre : c'est de se battre pour un espace public. A vrai dire, on n'est pas du tout parti pour cela dans les documents préparatoires du Sommet ; la partie sur le développement durable est très minime. Il est clair que des connaissances et des informations sont nécessaires dans le domaine public pour permettre la mise en œuvre du développement durable.

Partant de là, quels sont les grands principes ? Notre idée étant qu'il faut rester cohérent entre les principes et les outils que l'on met en place au niveau concret. Pour notre part, quand on diffusait de l'information, il fallait systématiquement référencer les auteurs et savoir qui était derrière une information et quel était son statut, parce c'est l'un des problèmes importants au niveau de l'Internet c'est qu'il y a des informations de différents niveaux ; on ne sait pas toujours quel est la qualité et ce qu'il y a derrière, or il est impératif de maintenir un certain niveau de qualité.

Très vite, nous nous sommes rendus compte - et cela a été une stratégie de déploiement et de travail avec notre partenaire - que la logique de n'importe quel organisme qui veut

utiliser l'Internet, c'est d'abord de diffuser son information. Il va diffuser l'information qu'il maîtrise, dont c'est sa compétence. Et puis, en général les débits sont assez décevants ; donc on essaie d'avoir un site où l'on parle de plus de choses, donc on élargit la cible, et à ce moment là on met en ligne des informations qui sont en général de deuxième, voire de troisième main, et donc de qualité médiocre. En conséquence de quoi la qualité se dégrade globalement et l'internaute a de la difficulté à voir quel est le statut de l'information. Donc il est important de bien référencer l'information, et surtout de renforcer la capacité de générer de la bonne information, or souvent ceux qui ont de l'information ne sont pas toujours ceux qui maîtrisent l'internet.

**il est important de renforcer  
la capacité de générer de la  
bonne information,**

Pour finir, sur la base de quelques unes des réflexions précédentes, nous sommes en train de déployer un projet international francophone. L'idée est d'avoir un système, organisé autour de portails, de nouvelles ; c'est assez classique, il n'y a pas de choses très originales. Le projet s'étendra géographiquement à tout l'espace francophone, incluant l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique Centrale. L'idée globale étant de couvrir l'ensemble de l'espace géographique francophone.

On peut partir des régions, mais on peut aussi aller au niveau des pays ; les systèmes sont cohérents et ils sont tous organisés de la même façon, ce qui nous permet de consolider l'information. Grâce à ce système, qui s'appelle "Médiaterre" - on a repris le nom de la liste de diffusion ; c'était trop joli, on l'a gardé -, l'idée est d'avoir des portails mais en même temps, par un moteur de recherche commun, accès à l'information, car comme je vous le disais tout à l'heure, il faut mobiliser des acteurs qui ont de l'information.

Si on veut conduire les gens à participer à un réseau, et donc de développer un réseau sur la base de différentes entités, il faut que chacun ait intérêt à adhérer au réseau. On a donc mis au point un système qui va permettre à la fois aux partenaires de nourrir le système en terme d'information, mais aussi que ceux-ci retrouvent l'information mise sur le système et dynamique sur leur propre site. Nous sommes donc au sein d'un système coopératif qui est en train de se déployer, où les partenaires assurent de la veille sur un sujet, dans le même temps que l'on garantit une visibilité vers leur site, tant et si bien que le système d'ensemble focalise vers les points de compétences.

A titre d'exemple, nous avons un partenaire, qui est une association et une ONG, qui travaille sur l'eau, sur les aspects de la gestion sociale de l'eau, et qui vraiment a une approche très terrain. Quand il y a eu le Forum international sur l'eau de Kyoto, et bien tous les stakeholders qui sont apparus dans notre système portant sur l'eau étaient visibles depuis leur site.

Cela signifie qu'avec tous nos systèmes d'information nous avons donné cette adresse ; ce n'est donc pas sur Agora 21 qu'il y a de l'information : on l'a trouvée sur le site d'un partenaire et ce site a été très visité parce qu'on avait focalisé sur lui.

▼  
**On recherche des  
partenaires qui, dans  
le cadre  
de coopérations  
décentralisées,  
pourraient renforcer  
la capacité de  
partenaires dans les  
pays du Sud, à générer  
de l'information**  
▲

De la même manière, nous avons un autre partenaire, au Cameroun, qui gère un portail sur la forêt. En conséquence, tout ce qui porte sur la forêt est vu à partir de son site... donc on ne met pas le contenu sur Agora 21, on renvoie vers son site. Lorsqu'il a ouvert son site en avril, nous avons fait une annonce : il a eu autour de 20 000 visiteurs en une semaine. Lorsqu'il va y avoir le Forum de la forêt à Québec, en septembre, la francophonie va donc payer la mission à ce partenaire pour qu'il aille faire le suivi de la conférence et diffuser son information sur le système. Voilà l'idée : c'est qu'on déploie un système coopératif, où finalement ceux qui participent au réseau ont autant d'intérêt que nous-même d'y participer.

J'en profite pour faire passer un petit message de publicité : on cherche actuellement à la fois des partenaires qui gèrent une compétence précise, qui assurent de la veille sur un sujet pointu du développement durable ; à partir de là, on peut établir un système de partenariat. Et deuxième point : on recherche aussi des partenaires qui, dans le cadre de coopérations décentralisées, pourraient renforcer la capacité de partenaires dans les pays du Sud, à générer de l'information, parce que l'information sur l'eau, sur la forêt, n'est pas la même si elle est vue dans le pays éminemment concerné que si on la voit depuis un pays du Nord.

Donc voilà le projet, qui est assez ambitieux. Nous avons un comité de pilotage international, qui est piloté par la francophonie institutionnelle. Mais on est également dans un pilotage politique qui permet de garantir quelque peu le pluralisme et la diversité des partenaires.

**INTERVENTION**

**Michel Giran**

Adome, Planetécologie



Ce que l'on remarque sur Internet, c'est que les outils, les technologies, les différents langages, les différentes possibilités, etc., sont colossaux pour mettre en pratique l'interactivité entre les différents fournisseurs d'information. Théoriquement, la distinction acteur/consommateur pourrait poser problème, mais en définitive la difficulté majeure n'est pas dans la technique des différents langages : elle est dans la tête des gens, des organismes qui sur le papier sont censés devoir travailler ensemble, et cela "coince" dans la pratique parce qu'il y a malgré tout des petites concurrences, des difficultés à comprendre ceci ou cela, bien que les technologies soient hyper puissantes.

Effectivement, s'il y a deux choses que l'on a identifiées sur ce qu'apporte Internet en matière d'information pour le développement durable, c'est bien que maintenant il y a des technologies, des savoir-faire qui permettent premièrement de structurer l'information et deuxièmement de la valider.

La structurer, c'est ce que Agora 21 a fait sur son site, que nous avons commencé à faire sur le nôtre, notamment à partir de ce que l'on appelle les "thésaurus", autrement dit des dictionnaires spécialisés sur tel et tel thème. Il y a eu des initiatives en Europe, mais aussi ailleurs, pour "répertorier" dans le domaine de l'environnement ; à ma connaissance, cela ne s'est pas élargi au domaine du développement durable.

Le thésaurus européen sur l'environnement va vous sérier différentes thématiques - air eau, sol, déchets, énergie, etc. - et des sous-groupes jusqu'à *stratosphère* ou ce que vous voulez, ce dans les différents langages de l'Union Européenne. Ce qui conduit à avoir

les mêmes mots, les mêmes structures syntaxiques, pour parler si possible à peu près des mêmes choses. On peut aussi rebondir sur les traductions délicates et difficiles d'une langue à l'autre, par exemple entre systèmes de développement, ce qui risque de ne pas simplifier les choses, mais au moins cela a le mérite de permettre une espèce de trame, qui fait que l'on est sûrs que dans les grandes lignes les personnes et les organismes peuvent communiquer sur les mêmes sujets, du moins quand il s'agit de termes scientifiques, pas forcément quand il s'agit de concepts.

Ceci, marié à des nouveaux langages un peu plus élaborés (html, xml...), permet de "marquer" l'information, autrement dit de savoir qui l'a produite, quand, comment, qu'est-ce qu'il a fait auparavant, avec des tas de critères qui renseignent très utilement et font que l'on peut se dire "OK, la personne de tel organisme dit cela, et d'après son passé, d'après ce qu'elle a déjà fait, elle a probablement compétence pour le dire." Le premier point positif, c'est que cela situe de façon très précise en vertu de quoi l'organisme en question donne cette information, premier point. Deuxième point, on peut déterminer aisément à quel niveau d'information se situe l'interlocuteur en question, si c'est pour du grand public, pour du collègue, des CM1 ou des CM2, pour le lycée, ou encore des universitaires etc.

Technologiquement, ce genre de chose, on sait faire. Maintenant, pour aller au bout de ce type de travail, cela nécessite d'autres implications. Le problème n'est pas technologique, ni d'une quelconque compétence : c'est celui d'une réelle volonté politique pour aller de l'avant et commencer à travailler ensemble, depuis le local ici en région, jusqu'au plus global.

**maintenant il y a des technologies, des savoir-faire qui permettent premièrement de structurer l'information et deuxièmement de la valider.**

Le Sommet mondial de la société de l'information, dont on a parlé, cherche effectivement à aller dans ce sens. Maintenant, a priori, il faut être réaliste. Pour donner une anecdote, il y a deux personnes qui s'occupent du Sommet, que nous avons rencontrées, qui sont Bruno Oudet, du Ministère des affaires extérieures, chargé de rassembler la "société civile" pour ce Sommet mondial de la société de l'information ; et puis il y a Geneviève Verbrugge, du Ministère de l'écologie et de l'environnement, qui s'occupe plutôt de l'aspect international. Tous deux aimeraient que ce Sommet mondial de la société de l'information qui, pour la petite histoire, est organisé par les grands organismes onusiens - FAO, UNEP, etc. - et qui devrait être la vitrine sur la manière d'utiliser toutes ces technologies pour mieux communiquer ensemble, mieux échanger, etc., permette de montrer un projet qui soit la société de l'information pour le développement durable. Or, dans la réalité, ils n'ont pas de moyens, que ce soit au niveau des finances ou du temps disponible ; donc, une fois de plus, comme on l'a dit dans beaucoup d'ateliers, il y a une dichotomie entre les moyens, les savoir-faire, et une réelle volonté, qu'elle soit entrepreneuriale, associative ou politique, pour utiliser tout cela.

▼  
**Qui dit information, dit  
pouvoir d'information,  
et dit indépendance.**  
▲

Cela pourrait être une révolution. La révolution, elle est là si on veut. Mais est-ce qu'on a vraiment la volonté de partager, d'aller dans ce sens là, de trouver au moins un équilibre financier à ce genre de choses ? Il n'est pas question de faire fortune sur ce genre de choses, mais de parvenir à une balance financière qui permette, comme dans tous les médias, d'avoir un minimum d'indépendance. Qui dit information, dit pouvoir d'information, et dit indépendance. La question elle est loin d'être réglée. Alors on en est là, le débat est ouvert, les technologies sont là, les savoir-faire sont là ! Est-ce qu'on se donne les moyens ? Est-ce qu'on y va ? Comment on y va ?



DEBAT

**Autre participant** J'ai compris le package, mais qu'est-ce qu'il y a dedans ? C'est quoi votre idée de "société de l'information pour le développement durable" ?

**Michel Giran** Les technologies et les savoir-faire, les compétences, les expériences, les sites importants comme Agora 21 ou d'autres sites, sont très bien faits, très bien structurés. Pour le moment, chacun est encore dans une sorte de petite case. Malgré les possibilités technologiques, ces petites cases communiquent très mal entre elles ; parce que chacun se dit "j'ai travaillé dessus, j'ai envie d'une certaine façon de m'y retrouver, c'est *mon* information...".

Par exemple, sur les sites institutionnels on voit très rarement - pas suffisamment à mon avis, mais cela se comprend de leur point de vue - des liens vers les sites non-institutionnels. Ce qui veut dire que l'outil permet de travailler ensemble, de mettre en valeur différents savoir-faire, différents niveaux de savoir-faire, mais que pour le moment relativement mal utilisé.

**Richard Dartout** C'est extrêmement lourd comme processus, et à mon sens assez peu gérable sur Internet.

**Jean-Marc Douguet** Nous avons développé des outils qui sont accessibles actuellement sur Internet. Ce sont des outils d'aide à la délibération, dont l'objectif est de permettre d'associer les connaissances scientifiques aux préoccupations locales.

Nous avons notamment développé ce qu'on appelle la "matrice de délibération", qui permet de mettre en relation différents acteurs. C'est un logiciel multi-agents, multi-critères. Après un travail de terrain, on essaie de confronter les enjeux de gouvernance, c'est-à-dire quelles sont les problématiques associées par exemple à la dégradation de l'eau, les problématiques sous-jacentes. On peut ainsi retrouver les problèmes de prix et de quantité d'eau, les problèmes d'autonomie, d'approvisionnement, etc. Dans le même temps on développe sur le terrain cinq scénarios d'évolutions possibles.

La "matrice de délibération" vise en premier lieu à ce que chaque catégorie d'acteurs puisse s'exprimer sur le croisement des enjeux et des scénarios. Dans une phase suivante, il s'agit de voir ce que les autres acteurs ont pu apporter comme réponse à ce croisement. A partir de là, un échange se fait, qui permet de poser un certain nombre de questions : quelle est la définition de la problématique ? Quels sont les points de vue de chacun ? Quelles perspectives semblent possibles ?

Depuis deux ans, nous avons appliqué cette démarche sur plusieurs terrains. Un à Champigny, à l'Est de Paris ; un autre entre Paris et Rouen, sur une petite nappe phréatique. Sur Champigny, le projet a bien évolué ; il y a eu trois réunions avec ce logiciel.

La première a été consacrée à la présentation du logiciel en présence d'industriels, d'agriculteurs, des collectivités locales. Chacun était assez craintif parce qu'il fallait donner quelques informations, il ne semblait pas simple de fournir l'information ; à titre d'exemple, les agriculteurs ne voulaient pas trop parler de la quantité d'eau consommée ; même chose pour les industriels, ou encore concernant les émissions qu'ils émettent. Nous avons alors pris le parti de leur fournir le logiciel. Ils ont joué avec, ils ont essayé de comprendre quels étaient les avantages et les limites de ce logiciel.

Pour la deuxième réunion, ils sont arrivés avec des réponses pour tous les croisements possibles. Nous avons mis tous les logiciels en réseau, et il y a eu lors de cette réunion une réelle découverte de ce que pensaient les autres. Des acteurs qui ne parlaient pas beaucoup

en réunion - les collectivités locales – étaient tout à coup obligés de s'exprimer sur leur point de vue. En fait, c'étaient surtout les industriels et les agriculteurs qui étaient assez contents de voir ce que les collectivités locales pouvaient penser de la situation.

Au cours de la troisième réunion s'est effectué un premier travail, avec pour thème : "qu'est-ce qu'il est possible de faire ?" Il s'agissait davantage d'un partage d'informations que de parvenir à une décision finale.

Nous sommes en train de développer un cadre 3D. Afin qu'il soit accessible au grand public, on peut y accéder de différentes manières. Quelqu'un qui ne connaît rien commence par l'aire de découverte ; c'est un système très simple et ludique, pour découvrir ce qu'est la zone, quelles sont ses activités, ses problématiques. On peut accéder aussi en tant qu'agriculteur ; il y a une série de questions qui sont plus pointues pour les agriculteurs. En tant que scientifiques et que collectivités locales, l'objectif est d'arriver à une matrice de délibération.

Dans ces logiciels – pour ma part, je travaille principalement sur le domaine agricole, au niveau européen -, nous travaillons surtout sur le changement climatique, l'eau et la pêche. Accessibles sur Internet à partir de février 2004, ces outils seront utilisés dans le cadre de conflits environnementaux, mais aussi dans le cadre pédagogique pour des cours au sein de l'université ; ou encore dans des collèges, des grandes écoles ; on pourra également s'en servir comme supports à des cours déjà existants, ou bien comme initiation aux problématiques d'environnement. C'est un projet financé par la Commission européenne.

**Richard Dartout** Un outil de dialogue social, d'échanges, mais aussi d'aide à la prise de décision... c'est un peu comme cela que nous, dans le domaine de l'eau, nous voyons Internet. Chacun peut s'exprimer, mais ce qui fait peur à l'ensemble des gens à qui j'ai parlé du projet, c'est le traitement de l'information et le *reporting* : on se dit que si chacun s'exprime de façon libre, on va aboutir à une masse d'informations ingérable. Cela va être le fiasco, personne ne va pouvoir restituer et comprendre ce qui s'est dit, on va aboutir à une espèce de méli-mélo qui ne satisfera personne.

Donc, ce genre de projet fait peur, et finalement le décideur -en l'occurrence l'agence – ne fait pas. On ne fait pas parce que l'on n'a pas assez de garde-fous pour s'engager avec un minimum de garanties d'un résultat moyen, qui en tout cas ne nous mette pas en porte-à-faux assez rapidement.

Quoi qu'il en soit, la commande de l'Union Européenne est là. Il y a donc quinze états membres qui sont dans la même situation pour ce qui concerne la directive européenne sur l'eau. Ce que vous nous apportez comme solution peut, comme on dit, être "versé au dossier". Est-ce que d'autres États membres ont déjà pris contact avec vous, testé le produit ?

**Jean-Marc Douguet** Il s'agissait de projets européens. L'un s'appelait "Pégase", l'autre "Gouvern". Pour *Pégase*, il fallait faire le lien entre des hydro-géographes et les problématiques des directeurs locaux. Pour *Gouvern*, il était davantage question de développer des outils d'aide à la décision, d'aide à la délibération.

**Michel Giran** Un projet tel que celui d'Olivier se situe plus précisément au niveau de la structure de l'information.

**Olivier Dubigeon** Lorsque je travaille sur le projet que je suis en train de lancer, je suis frappé sur les questions de l'innovation. On en reste encore à une innovation un peu segmentée. Il est difficile de croiser les critères, on est vraiment dans des couches très segmentées.

De mon point de vue, il y a deux problèmes qui se posent. Le premier, c'est que la façon d'apprécier si un vecteur progresse vers une sous-propriété de son développement ne peut résulter que du croisement des critères. Le deuxième problème, c'est qu'il faut contextualiser les actions qui sont menées. Une action menée dans un contexte n'a pas le même sens dans un autre contexte. Ce qui signifie que l'on ne peut pas apprécier la progression en terme de soutenabilité si l'on ne prend pas en compte le sens qui résulte d'une action dans un certain contexte.

Nous entrons aujourd'hui le jeu d'un outil multicritères, or je ne crois pas qu'un esprit humain est capable d'intégrer tous ces différents critères pour pouvoir interpréter le sens d'une action dans un contexte donné, et pour tout dire je ne crois pas non plus que les machines soient capables de la faire.

Je travaille avec quelqu'un qui est originaire d'Orient. Pourquoi ? Parce qu'il a une approche non analytique, une approche analogique qui permet de traiter les questions de façon différente. Il a mis au point un "moteur" qui est capable d'interpréter le sens d'une action dans un contexte. Le projet que nous avons ensemble, c'est de décliner ce moteur en un dispositif qui permettra aux acteurs des collectivités, des associations, etc., d'avoir une appréciation globale d'une avancée en termes de soutenabilité. Ce projet en est au démarrage. Nous sommes en train de poser les fondations, et nous avons probablement un ou deux ans de travail devant nous.

**Jean-Marc Douguet** Nous avons quelque peu réfléchi dans ce sens. Le croisement entre les enjeux et les scénarios est maintenant décrit à partir d'indicateurs. Ce sont les personnes qui choisissent les indicateurs, qui leur donnent un sens et un jugement, de telle sorte que ceux-ci se retrou-

vent dans la matrice sous forme de couleurs ; cela peut être vert, rouge, blanc, vert, c'est plutôt du positif. Rouge, c'est négatif. Blanc, c'est sans avis et jaune, c'est indifférencié. À partir de là, on obtient une colorisation de la matrice qui confère un sens visuel au choix d'un scénario, d'un enjeu, et qui permet aussi d'être acteur, de voir le jugement que peut donner un acteur par rapport à tel croisement.

## **Le croisement entre les enjeux et les scénarios est maintenant décrit à partir d'indicateurs.**

**Olivier Dubigeon** En application et en pédagogie locales, le projet consiste à pouvoir rentrer en langage naturel, dans une machine, un certain nombre d'informations, pour qu'il y ait un retraitement sur la sémantique utilisée, sur le sens de chacun des mots en termes d'actions, de pratiques humaines, de façon à pouvoir extraire concrètement le sens de manière plus automatisée.

**Christian Brodhag** Je pense que nous avons un peu dérivé par rapport à notre thème, entre l'Internet en tant qu'outil fédérateur, instigateur d'échange, et puis des outils d'aide à la décision, à la négociation. À l'évidence, Internet peut être un élément, mais ce n'est pas le cœur du système.

Nous évoquions tout à l'heure le problème des normes des thesaurus. On se rend compte que si l'on veut qu'il y ait des échanges au niveau de l'information, il faut qu'un certain nombre d'outils, de méta-informations, de normes, soient introduites. Or, pour



l'instant il n'y a pas de thesorus développement durable. Nous nous un peu "cassés les dents" dessus, car c'était encore hors d'atteinte. Il y a des thesaurus environnement, des thesaurus thématiques. Pour notre part, nous nous sommes repliés momentanément sur l'idée de travailler sur un glossaire (quels sont les termes pertinents ? etc.). En fait, nous avons commencé un petit travail de thesorus, mais sans aller plus loin ; et surtout, cela n'a pas suivi.

L'Union Européenne a effectivement le thesorus « GEMET », mais ils se sont mis dans des impasses. Au lieu de combiner des termes, ils ont défini "pollution par...", "pollution par...", et à chaque fois ce sont des définitions qui au bout du compte deviennent extrêmement lourdes. Il faudrait des normes en termes de méta-informations pour l'utilisation d'XML, etc. Mais aucun acteur ne porte cela au niveau européen, ni au niveau des Nations Unies. Quand le chapitre 40 de l'agenda 21 a été évalué au Sommet développement durable, il y a deux ou trois ans, j'étais dans la réunion des experts. Nous n'avons jamais réussi à lancer la machine. La seule chose qui finalement qui est venue au niveau international, ce sont les grands systèmes d'information de veille, les grosses machines, les satellites... mais rien sur comment échanger de l'information.

**Richard Dartout**

▼  
**La problématique  
qui se pose, notamment  
en France, c'est bien  
un problème de  
gouvernance**  
▲

Quand on dit que l'on n'arrive pas à ramener les fonds publics, que ce soit ceux de l'Union, d'une collectivité ou d'un établissement public quelconque, cela signifie en fait que la commande et les besoins actuels en matière de développement durable, il faut les capter, il faut les prendre çà et là par partie. C'est-à-dire que l'on a le socle et la gouvernance. La problématique qui se pose, notamment en France, c'est bien un problème de gouvernance, de l'acceptation en termes de projets.

On en est là. Il y a beaucoup d'établissements publics qui sont confrontés au même sujet, avec une attente en termes de produits et de développement d'outils informatiques qui se tiennent. Effectivement, une idée pourrait être de développer toute la sémantique et les étages que vous venez de citer sur le sujet de la gouvernance. En tout cas, pour ce qui concerne la commande, personnellement je prendrai contact avec vous sur ces aspects-là. Il y a forcément une attente en terme de gouvernance, qui finalement n'embrasse pas l'intégralité du développement durable, puisqu'à la limite on ne s'intéresse pas aux côtés sociaux, environnementaux et économiques. C'est donc véritablement le dialogue social qui est le sujet, et qui accapare quand même pas mal d'énergie.

**Michel Giran**

Il y avait une proposition qui nous semblait intéressante. Dans la mesure où beaucoup de gens ici sont impliqués dans ce style de question, pourquoi ne pas imaginer, pour le début 2004, pas forcément à Paris, pourquoi pas dans une ville de province, de mettre à jour une

présentation des outils existants, des travaux, des premières expériences qui vont dans ce sens-là, de façon à les confronter, pour qu'à un moment ou un autre, au niveau des ministères, il y ait une vraie prise en compte de ce problème ?

Pour revenir sur le sujet, nous sommes allés à deux reprises à la réunion de l'Agence européenne de l'environnement. Il y avait là quand même des représentants d'à peu près tous les pays de l'Europe, environ une trentaine... mais comme représentant officiel de la France, personne ! À par nous, qui ne sommes qu'une petite association de troisième zone. Par contre, tous les pays de l'Union Européenne étaient généralement représentés par au moins une personne de leur Ministère, ce qui veut dire qu'ils prennent en compte qu'il s'agit là effectivement d'enjeux majeurs.

Évidemment, on sait bien que les choses se font petit à petit. Avec "GEMET" ils étaient à deux doigts d'y parvenir. La volonté thesorus, XML, etc. sont reprises par l'État américain, et si de fait l'État américain adopte ce système cela va quasiment devenir une sorte de norme. Mais au niveau de la France ?... personne !

**Richard Dartout** Les pouvoirs publics, au sens large, ne s'intéressent pas au projet. Ils ont conscience de l'importance du sujet, que cela va leur tomber dessus, que cela va "nous" tomber dessus à la vitesse grand V. Mais, ils se disent que pour le moment, il vaut mieux ne pas bouger plutôt que de se lancer dans des "trucs" hasardeux.

Je suis partisan d'opérations pilotes, localisées sur des secteurs bien précis, sur lesquels des fonds publics peuvent être mobilisables. Sur le secteur de l'eau, par exemple, sur des sous-bassins européens pilotes, comme le bassin de la Marne ou d'autres. En essayant de lancer des opérations pilotes de ce genre, on aura des fonds de l'Agence mais aussi des régions.

Mais c'est vrai que là vous n'avez pas la globalité du projet telle que vous l'avez décrite, même en y joignant votre projet d'interprétation sémantique extrêmement intéressant. Pour le coup, je crois que là il ne faut pas faire peur ; parce qu'il y a toujours une espèce de réticence : on ne maîtrise pas et on ne sait pas où cela va mener. Et soyons clairs : le "public" fait peur.

**Christian Brodhag** Cela nous interroge sur le développement durable. C'est un concept intégrateur. On se rend compte que si on veut travailler dessus, il faut opérer par "appartement", découper par secteur au niveau disciplinaire. Et là on se trouve confronté aux difficultés à faire du transdisciplinaire parce que c'est mal vu dans l'Académie.

À titre d'exemple, il faut quand même savoir que Patrick Rousseau, qui est l'un des spécialistes français de l'analyse du cycle de vie des produits, a abandonné le thème. On l'a remis sur le génie des procédés, bien encadré. Aujourd'hui, ressort de Johannesburg l'importance du cycle de vie des produits, et nous nous trouvons sans compétences !

On est en train de nous dire "effectivement, il faut faire quelque chose sur l'eau", et on est académiquement cloisonnés. C'est la même chose pour les systèmes d'information. Le développement durable c'est de l'intégration, et on a d'énormes difficultés en France – peut-être plus qu'ailleurs – à voir cela de façon intégrée, alors que justement l'information peut le permettre.

**Michel Giran** Ceci dit, sur l'aspect purement informatique, je peux à la rigueur comprendre, parce que ce que cela évolue à une vitesse tellement fantastique.

Pour exemple, il y a deux ou trois ans, quand on commençait à vouloir mettre partout l'ADSL, il y avait des gens qui travaillaient sur la fibre optique. Or la fibre optique était déjà une évolution. Les technologies, les savoir-faire, les langages en matière d'informatique évoluent à une vitesse tellement incroyable que si je me mets effectivement à la place d'un certain nombre de décideurs au niveau des territoires, je penserai comme eux "si je choisis cela, ça coûte tant... et dans cinq ans je vais le mettre à la poubelle."

**Richard Dartout** Quand vous dites qu'on n'arrive pas à intégrer, pour ma part je vends les choses "par appartement". On tente d'intégrer les avis du public dans les prises de décision... vous vous rendez compte du progrès ? C'est un véritable bouleversement culturel, et il est vrai que c'est insuffisant, mais si vous voulez aller plus loin, aussi vite, on peut être sûrs que tout va s'écrouler.

**Marie-Christine Jung** Pour en revenir à notre niveau local, à un niveau d'action, vous n'êtes pas sans savoir que dans les décisions d'urbanisme, qui me semblent être très liées au développement durable – ou en tout cas qui devraient l'être –, nous sommes obligés d'intégrer l'avis du public puisque les enquêtes d'utilité publique existent. La question que j'aimerais poser, c'est de savoir comment l'outil informatique bien sûr, mais aussi l'outil Internet en plus, permettait de faire avancer ce type de consultation.

Nous avons une petite expérience sur Boulogne, où nous avons la chance d'être dans une ville où il y a un équipement important. Nous savons qu'actuellement plus de 50 % de la population a l'accès à Internet, soit personnellement, soit sur le lieu de son travail, ce qui est relativement important dans une grande ville (on a souvent des proportions plus importantes dans des communautés rurales que dans les grandes villes).

Nous avons donc fait une consultation exhaustive de la population, sur support papier, mais en donnant également la possibilité de répondre par Internet. Notre opération était évidemment téléchargeable sur Internet, mais elle a été quand même diffusée en papier à tous les foyers Boulonnais. Sur 42 000 foyers consultés, nous avons eu 13 000 réponses, ce qui a surpris tout le monde, dont 2 000 par Internet. Cela pose quand même, a posteriori, la question de l'utilisation de cet Internet.

Nous avons mis en place, pour l'aménagement des terrains ruraux, une série de concertations avec un médiateur, qui a été Ministre de l'équipement. Je pense qu'un logiciel comme le vôtre peut être tout à fait intéressant dans la suite des débats et des réunions de concertation. Ma question est donc la suivante : est-il possible de l'appliquer à l'environnement en question, et y compris d'en faire un outil presque interactif sur ce type de réunion pour arriver à un résultat concret ?

**Michel Giran** Il existe un certain nombre d'applications, qui permettent par exemple de répondre à cette éternelle préoccupation "avant de voter, ce serait quand même sympathique que tu prennes le temps de t'informer de ce sur quoi tu vas voter, que tu aies quelques connaissances de base pour pouvoir voter à peu près intelligemment." Le système peut donc qui peut s'appliquer dans ce genre de domaine.

**Christian Brodhag** Vers une "démocratie assistée par ordinateur"...

**Vers une "démocratie assistée par ordinateur"...**

**Michel Giran** Avec à mon sens un autre point très intéressant, que votre enquête confirme, à savoir qu'effectivement il ne faut surtout pas que cela remplace la rencontre entre les individus, entre les organisations, mais plutôt qu'après des débats enrichissants on puisse voter, se renseigner beaucoup plus tranquillement chez soi, en dehors de toute information.

**Richard Dartout** À vrai dire, c'est même un complément puisque vous réunissez les gens. Vous l'avez fait, nous l'avons fait, maintenant on informe.

**Autre participant** Personnellement, je suis un peu comme Madame. Je n'ai pas compris tout ce que vous avez dit, je ne suis pas vraiment spécialiste des réseaux de communication, d'Internet, etc. Je suis avantagée une utilisatrice lambda, qui "bidouille" dans son coin. Et puis, en termes d'association, nous n'avons pas des moyens énormes.

Ce que je voulais dire, comme je représente un réseau d'entreprises, c'est que pour nous Internet est vital en termes de coût, de relations. Pour revenir sur ce que disait Monsieur, nous mettons en route des ateliers de réflexions, puisque nous travaillons avec des entreprises ; mais nous fonctionnons aussi avec des collectivités locales et territoriales. Par exemple, en ce moment, nous menons une réflexion sur le rôle de l'assistant à maître d'ouvrage, c'est-à-dire que l'on voudrait que les entreprises soient consultées pour établir des cahiers des charges qui soient plus respectueux de l'environnement et du développement durable.

On initie une réunion de concertation, en mettant d'un côté les entreprises, de l'autre les collectivités., pour réfléchir sur des questions de fond : "pourquoi est-ce que ça ne marche pas ? Pourquoi n'est-ce pas possible ?" Mais, finalement les gens se disent "bon, quand est-ce qu'on se voit la prochaine fois ? C'est à nous de nous déplacer..." et cela ne débouche sur rien. Alors, qu'est-ce que l'on fait ? Un forum sur Internet. C'est ce que j'ai mis en place cet été, et on se rend compte que les gens ne vont pas sur le forum.

J'étais un peu en attente, en venant ici, me disant "on va peut-être me donner des solutions". Parce que ce qui nous manque, ce sont d'abord des solutions. On travaille dans les associations. On se dit toujours "qu'est-ce que l'on peut faire pour que les gens commen-

**Nous travaillons beaucoup avec des PME-PMI et savons parfaitement qu'ils n'ont le "nez dans le guidon"...**

cent par utiliser davantage Internet et soient plus en relation avec nous, sans que ce soit très *chronophage*...?". Nous travaillons beaucoup avec des PME-PMI et savons parfaitement qu'ils n'ont pas le temps, qu'ils ont "le nez dans le guidon" ; sans compter qu'ils ont du mal à faire la démarche de venir vers nous. C'est donc souvent nous qui allons plutôt

dans les entreprises. Et dans le même temps, lorsqu'on voit tout ce qui arrive dans une boîte e-mail, c'est la folie.

J'étais donc en attente de solutions un peu "miracles" ; je suis intéressée, mais je ne suis pas certaine d'avoir tout compris...

**Jean-Marc Douguet** Il existe en Angleterre une solution qui s'appelle le "homeproject". C'est un site Internet, qui fonctionne actuellement de la manière suivante. Il y a de l'information sur différents thèmes de l'environnement et chacun peut évaluer son impact environnemental. C'est plus poussé. En fait ils calculent l'empreinte écologique de l'individu, mais ils le font dans le temps. Chaque mois la personne se reconnecte et voit comment évoluent ses pratiques et son impact.

- Michel Giran** Ce qui me paraît sympathique dans le projet, c'est qu'en même temps ils ont une période test : "comment est-ce que le public de base réussit à s'approprier l'outil ? Il faut leur prendre la main, commencer par vaincre la peur du style..."
- Autre participant** Le public de base n'a pas non plus accès majoritairement à Internet.
- Autre participant** Dans les entreprises, majoritairement quand même...
- Jean-Marc Douguet** Il faut dire et expliquer que le transdisciplinaire est possible. Dans les projets que nous avons menés, nous avons travaillé avec des psychologues, des scientifiques, des informaticiens, des mathématiciens, des modélisateurs, et nous avons vérifié, démontré que c'est possible, que ça marche très bien. Il existe une équipe en France, le Groupement de Recherche sur les Interactions Cognitives, qui nous permet de tester comment les gens s'approprient le logiciel, ce qu'ils en retirent, et les modifications à apporter au niveau ergonomique.
- Henri Jaffeux** Je suis un peu partagé sur les deux aspects de la discussion, car le titre de l'atelier est "Internet, outil d'information partagé ?". J'ai l'impression que ce que vous venez de nous expliquer, c'est d'abord un logiciel, c'est le terme que vous employez, et que par rapport à la question Internet, c'est un logiciel qui peut fonctionner indépendamment d'Internet.
- Jean-Marc Douguet** La prochaine version sera sur Internet.
- Henri Jaffeux** Oui, elle est sur Internet, mais il faut la télécharger...
- Jean-Marc Douguet** Non. Utilisable uniquement sur Internet.
- Henri Jaffeux** Alors en quoi l'outil Internet va-t-il au-delà du logiciel ?
- Jean-Marc Douguet** Il y a plusieurs choses. Nous l'utilisons dans le cadre de réseaux, ce qui nous permet de travailler à distance. Ensuite, à un autre niveau, qui est celui de la sensibilisation, ce sont des sites qui sont dédiés au grand public. En fait, nous avons des liens avec des collectivités locales – par exemple des agences locales de l'énergie, des associations, etc., ce qui leur permet de se connecter dessus. Elles n'auront pas le logiciel chez eux mais elles auront accès à ce site Internet.
- Michel Giran** Il semblerait qu'Internet, sauf exception, ne crée pas le lien, à part effectivement les sites de rencontre. Par contre, entre les communautés qui se sont déjà rencontrées, déjà un petit peu "senties" et appréciées, c'est un complément absolument fantastique, qui génère un gain de temps et d'efficacité.
- D'après notre expérience, on a effectivement l'impression qu'il faut d'abord que les organismes se rencontrent, voient s'ils sont sur les mêmes longueur d'onde, s'ils ont les mêmes méthodes de travail. Une fois ceci est évalué, l'outil permet quand même d'aller beaucoup plus vite, beaucoup plus efficacement et rapidement au cœur de la bonne information.

▼  
**Internet ... au service  
d'une collectivité  
publique, il n'a un  
intérêt que s'il est calé  
au service d'un projet,  
d'un territoire, dans  
une logique de prise  
de décision.**  
▲

**Richard Dartout** Personnellement, ma logique, c'est un projet, un territoire, que ce soit une ville, un bassin, qui dit une population, des *stakeholders* comme on les a appelés, des ONG et autres, des prises de décision qui vont impacter, au niveau financier, au niveau technique, qui vont bouleverser la vie des gens.

C'est un processus à mettre en place, un processus partagé. On ne va pas chaque soir, ou tous les deux soirs, réunir tous les gens territoire sur le projet pour qu'ils en discutent. Donc, il faut d'abord les informer, et Internet permet effectivement de diffuser l'information. Ensuite, il faut récupérer leurs avis sur les sujets, sur les questionnements, puis les traiter et prendre la décision.

Voilà, c'est toute une chaîne. Mon sentiment, c'est qu'il n'y a pas Internet intrinsèquement. En tant qu'animateur d'un établissement public, pour moi Internet n'a pas d'intérêt hormis les sites de rencontre. Au service d'une collectivité publique, il n'a un intérêt que s'il est calé au service d'un projet, d'un territoire, dans une logique de prise de décision. C'est donc bien d'une chaîne dont il s'agit, Internet en étant l'un des maillons, l'un des éléments constitutifs, qui permet de faire en sorte que les gens n'ont pas à se déplacer et peuvent, de chez eux, changer, revoir, modifier le texte initial.

C'est ce processus que je cherche personnellement à mettre en place. Et effectivement il faut un logiciel de traitement, pour qu'une prise de décision partagée puisse avoir lieu dans un délai raisonnable, et que l'on puisse avoir une *traçabilité* en matière de prise de décision.

**Christophe Ghenassia** Ce qui me paraît essentiel du point de vue de l'entreprise, c'est le fait de pouvoir avoir des informations qui soient drainées, centralisées, validées, partagées et cloisonnées de telle manière qu'une entreprise qui recherche des informations par ce biais-là, des informations validées, puisse communiquer par l'intermédiaire de logiciels. Ce qui va nous permettre de dialoguer entre nous sur un sujet particulier, qui au moins aura été bien traité... parce qu'il y a tellement de sites et d'informations qui traitent de la question, que l'on a absolument besoin de rationalisation.

Derrière ce partage, on a aussi besoin de validation, d'avoir une centralisation globale, européenne, sur le développement durable, et les outils qui permettraient de communiquer sur ce site-là. C'est ce qui ressort de cette discussion.

**Michel Giran** C'est de la structuration.

**Christian Brodhag** En fait, Internet est un outil "au service de...", et pas l'inverse.

**Michel Giran** Structuration ne veut pas forcément dire centralisation

**Christophe Ghenassia** Effectivement, centralisation n'est pas un très bon mot.

**Plusieurs personnes** Coordination ...

**Christian Brodhag** Exactement : "coordination". Il faut impérativement trouver des méthodes de fonctionnement en réseau, où chacun ait envie de participer au réseau, trouvant plus d'avantages dans le réseau que ce qu'il apporte au réseau.

**Fin**